

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Novial

BP 39

59159 Noyelles-Sur-Escaut

Références : 2025-V1-126
Code AIOT : 0007001075

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/01/2025 dans l'établissement Novial implanté rue de Cambrai BP 39 59159 Noyelles-sur-Escaut. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une déclaration de l'exploitant réalisée fin décembre 2024 concernant un sinistre survenu en juillet 2024, l'inspection a sollicité de ce dernier la mise en place immédiate d'actions correctives.

A défaut de retour de l'exploitant sur la réalisation de celles-ci, la présente inspection a été réalisée de manière inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Novial
- rue de Cambrai BP 39 59159 Noyelles-sur-Escaut

- Code AIOT : 0007001075
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NOVIAL est autorisée par arrêté préfectoral du 13/11/2009 à exploiter sur le territoire de la commune de Noyelles-sur-Escout un stockage de céréales et une unité de fabrication d'aliments pour le bétail. Le site était exploité auparavant par la Société Française de Nutrition Animale (SFNA).

Le site est actuellement autorisé à exploiter les installations classées soumises à autorisation suivantes :

- Rubrique n° 2160.a « Silos de stockage de céréales » (activité à reclasser sous les rubriques 2160.1 et 2160.2) ;
- Rubrique n° 3642.2 « Traitement et transformation de matières premières végétales en vue de la fabrication d'aliments pour animaux », comprenant dorénavant les activités jusqu'alors classées sous la rubrique n° 2260.1 « Installation de broyage, concassage, criblage... des substances végétales et produits organiques naturels ».

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 4.3.9 et 4.3.11	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Déclaration d'accident ou d'incident	Code de l'environnement du 16/01/2025, article R.512-69	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Installations de traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 4.3.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 4.3.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En hiérarchisant la gravité et les enjeux potentiels associés aux constats effectués, l'inspection de l'environnement a relevé :

- 3 non-conformités faisant l'objet d'une proposition de mise en demeure ;
- 2 faits avec suites nécessitant des actions correctives ;
- 1 observation.

Pour l'ensemble de ces constats, l'exploitant est tenu d'apporter des éléments de réponses dans le délai de 1 mois.

Les non-conformités relatives au respect des valeurs limites d'émission des rejets aqueux constatées lors de la précédente inspection persistent, à ce titre la proposition de mise en demeure formulée par rapport du 05/06/2024 référencé 2024-V1-259 est maintenue. Le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est complété afin d'y intégrer les nouvelles non-conformités. Une nouvelle procédure contradictoire est réalisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 4.3.9 et 4.3.11	
Thème(s) : Risques chroniques, résultats d'autosurveillance	
Prescription contrôlée :	
Article 4.3.9 (APC du 13/11/2009) : Valeurs limites d'émission des eaux industrielles L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux industrielles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :	
SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)
pH	Compris entre 6.5 et 8.5
MES	35 mg/l
DCO	25 mg/l
DBO5	5 mg/l
Azote Global	2 mg/l
Phosphore Total	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Métaux totaux	5 mg/l

T°	< 30°
----	-------

Article 4.3.11 (APC du 13/11/2009) : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)
pH	Compris entre 6.5 et 8.5
MES	35 mg/l
DCO	25 mg/l
DBO5	5 mg/l
Azote Global	2 mg/l
Phosphore Total	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Métaux totaux	5 mg/l
T°	< 30°

Constats :

Lors de la précédente inspection du 24/04/2024, il a été constaté des dépassements récurrents et importants des paramètres MES, DCO, DBO5, azote totale et phosphore total sur les 3 points de rejets du site (2 rejets d'eaux pluviales et 1 rejet d'eaux industrielles).

Par rapport du 05/06/2024 référencé 2024-V1-259, l'inspection a proposé au préfet de mettre

l'exploitant en demeure de respecter les Valeurs Limites d'Emission (VLE) relatives aux rejets aqueux des 3 points de rejets.

En réponse au rapport d'inspection susvisé, l'exploitant apporte les éléments suivants par courrier du 26/08/2024 :

- le point de rejet "eaux pluviales 1 - DSH silo privé" : les paramètres en dépassement sont dégradés par la présence de grains dans la cour. La fuite de grain au niveau de l'élévateur des silos privés a été réparée fin juin 2024 ;
- le point de rejet "eaux pluviales 2 - DSH bassin" : les débourbeurs-déshuilleurs présents aux 2 points de rejet sont vérifiés par l'équipe maintenance et vidangés dès qu'il ya besoin, et au minimum 1 fois par an ;
- le point de rejet "eaux industrielles - purge chaudière" : un porter à connaissance a été transmis au préfet le 11/06/2024. Celui-ci vise à la modification de l'alimentation en eau de la chaudière à partir de l'eau du réseau public et non plus à partir de l'eau de forage. Une amélioration de la qualité des eaux de purge est attendue ;
- des analyses sur les eaux pluviales seront réalisées courant septembre - octobre 2024 ;
- les eaux industrielles de purge des chaudières passent par un ballon d'éclatement puis par le débourbeur-déshuileur "DSH - silo privé" pour rejoindre le réseau des eaux pluviales. L'exploitant précise qu'il n'y aura plus que 2 points de prélèvements. Les eaux industrielles analysées auparavant n'étaient pas prélevées au bon endroit et ne représentaient pas la qualité des eaux rejetées. Les constats vis-à-vis de ce dernier point sont détaillés dans la fiche de constats n° 4.

Par courriel du 18/12/2024, l'exploitant a précisé à l'inspection que suite à un sinistre (un camion d'une entreprise extérieure a cassé son flexible hydraulique au niveau des silos privés) les prélèvements d'eaux n'ont pas été réalisés en raison d'un litige avec son assureur depuis juillet 2024 et qu'il attend l'accord de l'expert pour vidanger le débourbeur, puis réaliser les prélèvements.

Par courriel du 20/12/2024, l'inspection a précisé à l'exploitant qu'il lui appartient de prévoir, en urgence, le nettoyage et la vidange du débourbeur concerné, et qu'une inspection serait menée début janvier à ce sujet.

Les constats vis-à-vis de cette information sont détaillés dans les des fiches de constats n° 2 et 3.

Lors de l'inspection, l'exploitant a déclaré que les prélèvements des rejets aqueux ont été réalisés le 14/01/2025. Par courriel du 17/01/2025, l'exploitant a transmis un justificatif de ces prélèvements transmis par Dekra.

Par courriel du 19/02/2025, l'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle d'autosurveillance des rejets aqueux réalisé par Dekra et daté du 04/02/2025. Ce rapport correspond aux prélèvements réalisés les 14 et 17/01/2025.

L'exploitant accompagne ses résultats des commentaires suivants :

" Les résultats sont malheureusement très légèrement au-dessus de notre arrêté préfectoral, nous sommes à la recherche de solutions pour essayer d'améliorer ces valeurs. Nous attendons des nouvelles du laboratoire que vous avez mandaté pour de nouveaux prélèvements."

Le rapport fait état des résultats suivants :

Paramètres	Valeurs limites d'émission(en mg/l)	Rejet eaux pluviales 1 DSH silo privé	Rejet <u>eaux pluviales 2 + eaux industrielles</u>
pH	Compris entre 6.5 et 8.5	7	8,1
MES	35 mg/l	39	18
DCO	25 mg/l	35	45
DBO5	5 mg/l	< 3	7
Azote Global	2 mg/l	<u>12</u>	<u>7,5</u>
Phosphore Total	1 mg/l	0,21	0,49
Hydrocarbures totaux	5 mg/l	0,82	< 0,05
T°	< 30°	7,7	6,6

Les dépassements sont identifiés en **gras**. Les gros dépassements (> 2 x la VLE) sont identifiés en **gras**.

Ce rapport comporte des erreurs des valeurs limites d'émission des paramètres phosphore total et azote total, ce qui engendre 2 gros dépassements en azote global qui ne sont pas identifiés dans le rapport.

Observation n° 1 :

L'exploitant doit s'assurer que les VLE des rapports d'autosurveillance soient correctes.

Bien que les résultats se sont améliorés par rapport aux précédentes analyses, les non conformités persistent.

Par ailleurs, les commentaires d'interprétation des résultats formulés par l'exploitant ne précisent pas les actions correctives à l'étude. L'inspection ne peut donc pas se positionner sur la pertinence de celles-ci vis-à-vis d'un retour à la conformité des rejets.

A ce titre, la proposition de mise en demeure formulée par rapport du 05/06/2024 référencé 2024-V1-259 est maintenue. Cette proposition est intégrée au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure en annexe du présent rapport.

Fait avec suite n° 1 (mise en demeure - délai 3 mois) :

Les points de rejets d'effluents aqueux présentent des non-conformités importantes et récurrentes.

L'exploitant doit mettre en place dans le meilleur délai, un plan d'actions permettant le retour à la conformité de l'ensemble de ses rejets aqueux (eaux pluviales et eaux industrielles).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Déclaration d'accident ou d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/01/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, accident ou incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 18/12/2024, l'exploitant a précisé à l'inspection que suite à un sinistre (un camion d'une entreprise extérieur a cassé son flexible hydraulique au niveau des silos privés) les prélèvements d'eaux n'ont pas été réalisés en raison d'un litige avec son assureur depuis juillet 2024 et qu'il attend l'accord de l'expert pour vidanger le débourbeur, puis réaliser les prélèvements.</p> <p>Fait avec suite n° 2 (action corrective - délai 1 mois) :</p> <p>L'exploitant n'a pas déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées le sinistre survenu le 15/07/2024 du fait du fonctionnement de son installation. Cette déclaration a été réalisée plus de 5 mois après le sinistre.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de disposer d'une organisation robuste permettant de garantir l'information de l'inspection de l'environnement dans le meilleur délai.</p> <p>Par courriel du 17/01/2025, l'exploitant a transmis les éléments suivants relatifs à ce sinistre :</p>

- le constat amiable d'accident automobile ;
- des photos de la fuite hydraulique ;
- les échanges de courriels entre l'exploitant et les assureurs.

Les éléments transmis sont incomplets pour pouvoir répondre à l'obligation de transmission d'un rapport d'accident ou d'incident. Les éléments suivants sont manquants : les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Fait avec suite n° 3 (mise en demeure - délai 1 mois) :

Un rapport complet d'accident ou d'incident est à transmettre à l'inspection de l'environnement. Il doit préciser notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Dans ce cadre, l'utilisation du modèle du BARPI disponible via le lien ci-dessous est recommandé.

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations de traitement des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 4.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, traitement des effluents

Prescription contrôlée :

Article 4.3.3 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Constats :

Par courriel du 18/12/2024, l'exploitant a précisé à l'inspection que suite à un incident (un camion d'une entreprise extérieur a cassé son flexible hydraulique au niveau des silos privés) les prélèvements d'eaux n'ont pas été réalisés en raison d'un litige avec son assureur depuis juillet 2024 et qu'il attend l'accord de l'expert pour vidanger le débourbeur, puis réaliser les prélèvements.

Par courriel du 20/12/2024, l'inspection a formalisé à l'exploitant les propos tenus le jour-même lors d'un entretien téléphonique. En l'occurrence :

- que l'attente de l'accord des experts pour nettoyer et vidanger le débourbeur concerné n'est pas acceptable et ne dédouane pas l'exploitant de ses obligations réglementaires ;
- qu'il convient de réaliser en urgence le nettoyage et la vidange du débourbeur concerné ;
- que toute pollution de l'environnement en provenance du site relève de sa responsabilité.

La visite des installations a permis de constater que le débourbeur séparateur d'hydrocarbures dénommé "EP 1 - DSH silos privés" a été nettoyé et vidangé.

Les justificatifs correspondants (bon d'intervention de la société SODI et le bordereau de suivi de déchets) ont été présentés et remis à l'inspection.

Toutefois, il s'avère que le nettoyage et la vidange du débourbeur sont intervenus plus de 5 mois après le sinistre.

Fait avec suite n° 4 (action corrective - délai 1 mois) :

L'exploitant n'a pas pris les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise durant la période allant du sinistre au nettoyage et vidange du débourbeur, l'état de ce dernier étant susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites réglementaires.

Il appartient à l'exploitant de disposer d'une organisation robuste permettant de garantir la prise des dispositions nécessaires pour réduire la pollution émises en cas d'indisponibilité ou de dysfonctionnement de ses installations de traitement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2009, article 4.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée :
Article 4.3.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents visées à l'article 4.3.5.

" Article 4.3.5.1

Les différents effluents issus de l'installation sont :

- les eaux pluviales ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux de lavabos et douches, les eaux de cantine ;
- les eaux industrielles : condensats de compresseurs, purges de chaudières, ..."

Constats :

Par courrier du 26/08/2024, l'exploitant a indiqué que les eaux industrielles de purge des chaudières passent par un ballon d'éclatement puis par le déboureur-déshuileur "DSH - silo privé" pour rejoindre le réseau des eaux pluviales. Il déclare qu'il n'y aura plus que 2 points de prélèvements. Les eaux industrielles analysées auparavant n'étaient pas prélevées au bon endroit et ne représentaient pas la qualité des eaux rejetées.

Le rapport de contrôle d'autosurveillance des rejets aqueux de Dekra du 23/01/2024, fait état des 2 points des prélèvements suivants :

- "eaux pluviales 1 - DSH silos privés" ;
- "eaux pluviales 2 - eaux industrielles".

Au regard des éléments ci-dessous, il s'avère que les analyses des eaux industrielles ne sont pas réalisées de manière individuelle mais en mélange avec des eaux pluviales. Ce fait ne permet pas de répondre à l'obligation de distinguer les différentes catégories d'effluents du site.

Bien que les VLE des eaux pluviales et des eaux industrielles fixées par les articles 4.3.9 et 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 13/11/2009 soient identiques, le fait de les analyser en mélange s'apparente à de la dilution d'effluents.

Fait avec suite n° 5 (mise en demeure - délai 3 mois) :

L'exploitant n'est pas en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents de son site.

Les analyses des différentes catégories d'effluents (eaux industrielles et eaux pluviales) doivent pouvoir être réalisées de manières indépendantes via des points de prélèvements distincts avant rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois